



Ebisu
Études japonaises

52 | 2015
Patrimonialisation et identités en Asie orientale

Introduction

Christophe Marquet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1575>

DOI : 10.4000/ebisu.1575

ISSN : 2189-1893

Éditeur

Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19 MEAE-CNRS)

Édition imprimée

Pagination : 7-20

ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Christophe Marquet, « Introduction », *Ebisu* [En ligne], 52 | 2015, mis en ligne le 20 septembre 2015, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1575> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ebisu.1575>

Introduction

Cette nouvelle livraison d'*Ebisu* inaugure une formule de numéros thématiques, dont les articles sont le fruit d'un appel à contribution largement diffusé dans la communauté scientifique.

L'idée de solliciter des contributions sur le thème « Patrimonialisation et identités en Asie orientale » s'inscrit dans le prolongement d'un des axes de recherche de l'Institut français de recherche sur le Japon de la Maison franco-japonaise (Umifre 19 MAEDI-CNRS), consacré au patrimoine, à l'archéologie et à l'identité nationale au Japon face à la mondialisation, qui a été lancé en 2013 sous l'impulsion de trois chercheurs : Laurent Nespoulous (Inalco), archéologue et protohistorien, Arnaud Nanta (CNRS), historien des sciences humaines au Japon et Christophe Marquet (Inalco), historien de l'art.

L'un des premiers résultats de ce projet de recherche a été l'organisation à Tokyo les 1^{er} et 2 novembre 2014 d'un colloque international sur « Archéologie, patrimoine et identité en France et au Japon », à l'occasion du quatre-vingt dixième anniversaire de la Maison franco-japonaise¹. Ce colloque a abordé certaines questions traitées dans ce numéro, dans les sessions consacrées aux rapports entre « archéologie et ethnicité » et « archéologie et patrimoine ».

1. On trouvera le programme détaillé de ce colloque sur le site du Bureau français de la Maison franco-japonaise : http://www.mfi.gr.jp/agenda/_data/2014-11-0102_archeologie.pdf

Nous publions dans ces pages une des interventions faites lors de ce colloque, à propos de l'ambitieux projet d'un « musée des désastres » à Fukushima, lancé par l'archéologue Kikuchi Yoshio. Comme le souligne en introduction Laurent Nespoulous, la situation à Fukushima pose la question de la transmission de l'expérience des désastres, vingt ans après le grand séisme survenu dans la région de Kobe. C'est dans la foulée de ce désastre de 1995 que le questionnement sur la protection du patrimoine dans un environnement très puissamment destructeur a pu être pour la première fois clairement posé. Ce sujet amène, dans le cas de Fukushima, à envisager l'épineux problème du devenir des biens culturels locaux – en même temps que des sociétés dans lesquelles ils sont inscrits –, suite à des catastrophes majeures comme un accident nucléaire, qui dépasse le cadre habituel des moyens de protection patrimoniale. À la question du déracinement des populations qui vivaient dans la zone sinistrée, s'ajoute en effet celle du devenir du patrimoine dans lequel est enraciné leur mémoire. Kikuchi lance un appel pour la création d'une institution de niveau national, impliquant la participation de l'État, mais gérée au niveau local, dans le but de maintenir cette « identité territoriale » et de renouer les liens au sein des communautés. Elle posséderait en outre une mission éducative et préventive s'adressant non seulement aux Japonais, mais au reste du monde, pour tirer les leçons de la catastrophe de Fukushima.

En amont de ce colloque, au cours des années 2013 et 2014, s'est déroulé à la Maison franco-japonaise un cycle de conférences sur « Archéologie et patrimoine en France et au Japon », qui visait à faire dialoguer des archéologues français et japonais sur des sujets comme l'épistémologie de leur discipline (L. Nespoulous, A. Nanta, Sakano Tōru, juin 2013), la protection du patrimoine (Jean-Paul Demoule, Sakai Hideya, Inada Takashi, octobre 2013), l'archéologie face aux désastres et aux destructions (Nathan Schlanger, Kikuchi Yoshio, Negita Yoshio, mai 2014), ou la question des origines de la nation (Noël Coye, Sakano Tōru, Inada Takashi, juin 2014).

Ce cycle s'est achevé par une conférence donnée par Aoyagi Masanori, archéologue spécialiste de l'antiquité romaine et secrétaire d'État de l'agence japonaise de la Culture, sur « Culture et dynamisme local : le cas de la France et du Japon » (décembre 2014). M. Aoyagi, ancien directeur du musée national d'Art occidental à Tokyo, y a présenté le rôle et les potentialités des musées d'art dans le développement économique et la dynamisation locale,

ainsi que le concept de « Ville créative culturelle et artistique » développé par l'agence de la Culture.

Si le questionnement sur les rapports entre patrimoine et patrie, identité, mémoire n'est pas récent en Europe (voir notamment les publications de Dominique Poulot sur l'histoire du patrimoine) et s'il a déjà fait l'objet de stimulantes études de cas dans des régions comme le Maghreb et le Moyen-Orient par exemple (Beyhnum *et al.* 1998, Cattedra *et al.* 2010) – travaux qui décentrent une problématique trop souvent focalisée sur l'Occident –, il a été assez rarement envisagé dans le cas de l'Asie orientale dans une dimension à la fois historique et critique.

Notre souhait pour ce numéro spécial d'*Ebisu* a été, d'une part, d'aborder la question du patrimoine et de l'identité dans une perspective longue et non strictement contemporaine et, d'autre part, de ne pas la limiter au cas japonais, mais de l'élargir aux pays de culture sinisée de l'Asie orientale, dans l'idée de confronter les différents modes de patrimonialisation selon les régions et les contextes historiques et socio-politiques. Le comité de rédaction est parti du constat que l'archéologie et l'ethnologie ont été – et demeurent – des outils majeurs dans la construction du discours sur les origines et l'identité des peuples en Asie. L'objectif était de porter un regard sur la place concrète qu'a occupé au XIX^e et au XX^e siècles, et qu'occupe toujours aujourd'hui, le patrimoine dans les politiques culturelles, autant que d'en saisir la portée structurante dans le rapport des populations avec leur passé (imaginaire national, compétition interrégionale).

Nous avons finalement réuni neuf contributions, qui couvrent – à travers des éclairages ponctuels – le Japon, la Chine continentale, Taiwan, la Corée et le Cambodge. Dans les deux derniers cas, la période considérée est celle de la colonisation, dans la première moitié du XX^e siècle, par le Japon d'une part et par la France de l'autre. La question du patrimoine et de l'identité ne peut en effet se passer d'une analyse de la question complexe, et encore souvent polémique, du rôle des grandes puissances coloniales dans le processus de patrimonialisation en Asie, mais aussi de leur responsabilité dans son pillage, à but marchand ou « scientifique », comme le rappelle par exemple le récent ouvrage d'Arai Shin.ichi (Arai 2012 : 2-21) sur le cas coréen.

Le champ historique couvert par ce numéro correspond donc aussi pour cette raison au processus de « modernisation » de ces différents pays, en commençant par la période de Meiji (1868-1912) pour le Japon. La

question patrimoniale (et son corollaire la création de musées et la mise en valeur de grands sites historiques) y naît, tout comme en Europe, avec l'affirmation de la conscience nationale lors la création de l'État-nation dans la seconde moitié du XIX^e siècle et avec la formation des grandes disciplines universitaires : archéologie, histoire de l'art, ethnologie, etc. Nous renvoyons sur ce point à l'ouvrage collectif dirigé par Jean-Paul Demoule et Pierre-François Souyri, *Archéologie et patrimoine au Japon* (Demoule & Souyri 2008), issu du colloque éponyme organisé en 2001 par la Maison franco-japonaise au musée du Louvre².

Il n'existe cependant encore à ce jour, dans des langues occidentales, que peu d'ouvrages de synthèse sur la question du patrimoine en Asie de l'Est. Citons le livre de Jocelyne Fresnais sur la protection du patrimoine bâti en République populaire de Chine (Fresnais 2001), un recueil de textes (Aikawa-Faure *et al.* 2009) sur la question du patrimoine culturel immatériel au Japon, en Chine et en Corée et de sa reconnaissance par l'Unesco, l'excellent numéro spécial de la revue *Gradhiva* du musée du quai Branly sur les politiques muséales et patrimoniales dans le monde chinois (Baptandier et Trémon 2012), et la récente et remarquable étude de Pai Hyung Il (Pai 2014), centrée sur la politique de gestion du patrimoine au Japon et en Corée. Ce dernier ouvrage vise à montrer notamment que la sélection des trésors nationaux, les catégories ethniques ou le développement des lieux touristiques dans ces deux pays ne furent pas un processus neutre, mais guidé par des impératifs politiques, économiques et sociaux liés à la construction de la nation, à des revendications territoriales ou à des objectifs diplomatiques et commerciaux.

Cette question de la patrimonialisation est également très étroitement liée à un processus législatif, entamé pour le Japon dès le début de l'ère Meiji. C'est pourquoi nous avons choisi de placer en tête du numéro la contribution de l'archéologue Inada Takashi, l'un des meilleurs connaisseurs de la question et auteur d'un récent ouvrage de synthèse en japonais sur *La protection des sites archéologiques au Japon et en France* (Inada 2014).

2. À propos de l'histoire de la politique de protection du patrimoine au Japon, voir en particulier les contributions de Inada T. (2008) et C. Marquet (2008) dans la partie intitulée « Le Japon moderne : réflexions sur le patrimoine » (Demoule & Souyri 2008), ainsi que Bourdier (1993), Pottier (1995), Fiévé (1999), Marquet (2002).

Dans cet article, Inada trace un panorama de l'histoire de la protection du patrimoine au Japon en remontant à ses prémises dans les années 1870, lorsque le Japon s'ouvre à l'Occident. Il se focalise principalement sur la loi de Protection des biens culturels de 1950, toujours en vigueur, pour montrer comment elle se caractérise, dans le domaine de l'archéologie, par l'autonomie régionale en matière de fouilles et de classement, conduisant à encourager la construction des identités régionales.

Cette loi nous révèle aussi la formidable extension du concept de patrimoine culturel au Japon depuis la fin de la seconde guerre mondiale, qui a inclus progressivement, outre les « biens culturels immatériels » (dont font partie les fameux « trésors nationaux vivants »), des composantes comme les « biens culturels folkloriques », puis les « paysages culturels », tout en élargissant la focale de l'objet patrimonial lui-même à son environnement, en lien avec la vie des citoyens. Cette tendance est aussi la conséquence de l'adhésion du Japon à la Convention pour la protection du patrimoine mondial de l'Unesco en 1992, qui a fait prendre conscience à ses dirigeants de l'importance environnementale pour le classement des biens culturels.

Cette question de l'Unesco a resurgi récemment dans l'actualité, avec la polémique au printemps 2015 entre la Corée du Sud (puis la Chine) et le Japon suite au projet d'inscription par ce dernier sur la liste du Patrimoine mondial, d'anciens sites métallurgiques, miniers et de construction navale qui témoignent de la révolution industrielle de Meiji, mais dans certains desquels des travailleurs coréens et chinois furent employés de force pendant la seconde guerre mondiale. Inada nous rappelle que, fait inhabituel, le soutien pour la recommandation de ce dossier est venu non pas de l'agence de la Culture, mais directement du Secrétariat général du gouvernement. Ceci nous indique la dimension politique de ce choix, qui vise à montrer, d'après ses promoteurs, la rapidité du processus d'industrialisation du Japon dans la seconde moitié du XIX^e siècle et la fusion entre technologie occidentale et culture traditionnelle, dont le Japon fut le premier exemple réussi en dehors de l'Occident. On comprend derrière ces arguments combien la question du patrimoine moderne et de l'identité est présente dans cette candidature, qui a été finalement entérinée en juillet 2015³, après l'engagement du Japon

3. Voir le site de l'Unesco : <https://fr.unesco.org/galleries/whc-2015-sites-japan-s-meiji-industrial-revolution-iron-and-steel-shipbuilding-and-coal>.

d'informer les visiteurs sur la face sombre de l'histoire de ces sites. Depuis la fin du ^{xx}^e siècle, les constructions modernes et les anciens sites industriels sont devenus un nouvel enjeu mémoriel et touristique, primordial pour la revitalisation régionale, sous le nom de « patrimoine de la modernisation » ou de « patrimoine de la modernisation industrielle⁴ » (Itō 2000).

On mesure ainsi tout le parcours accompli depuis un siècle, lorsqu'on se penche sur les enjeux qui prévalaient à l'époque de Meiji en termes de patrimoine, au moment même de cette modernisation industrielle. À l'origine, ce qui fut pris en compte était presque exclusivement le patrimoine religieux, comme le prouve la première grande loi de 1897, dite de Conservation des anciens sanctuaires et temples. L'article de Benoît Jacquet sur le temple Hōryūji de Nara – l'une des plus anciennes structures en bois conservées au monde (^{vii}^e siècle), classée depuis 1993 au Patrimoine mondial de l'Unesco – nous montre pourquoi et comment l'un des pères de l'architecture moderne, Itō Chūta, choisit ce bâtiment emblématique de l'art bouddhique antique dans une étude rédigée en 1893, afin d'inscrire l'architecture japonaise dans une perspective mondiale. Sa volonté était de relier l'histoire de l'architecture du Japon à celle du continent, en remontant à un supposé art gréco-bouddhique. Itō Chūta fut ensuite, jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, une sorte d'architecte officiel au service du pouvoir impérial, promoteur d'un style néo-classique oriental, dit « historiciste », par lequel il chercha à donner au Japon et à ses colonies une nouvelle identité architecturale fondée sur sa lecture de la tradition. Il est intéressant de constater qu'à la même période, à partir des années 1920, la Chine nationaliste encouragea elle aussi un style architectural « identitaire » proprement chinois, qui s'inscrivait symboliquement dans la tradition nationale. Ce courant fut rendu possible par la formation à la même époque du concept de « monument historique chinois », par l'accession de

4. L'expression « patrimoine de la modernisation » (*kindai-ka isan* 近代化遺産) est un néologisme créé par l'agence japonaise de la Culture et il figure depuis 1993 comme nouvelle catégorie dans la législation sur les biens culturels, pour désigner des constructions ou des ouvrages d'art créés entre le milieu du ^{xix}^e siècle et la seconde guerre mondiale. La catégorie de « patrimoine industriel de la modernisation » (*kindai-ka sangyō isan* 近代化産業遺産) est elle utilisée depuis 2007 par le ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie pour classer plus spécifiquement d'anciens sites industriels.

l'architecture au rang d'entité culturelle et l'élaboration d'une histoire de l'architecture chinoise (Zhang 2003).

La dimension coloniale dans le processus de patrimonialisation en Asie de l'Est au cours de la période moderne est un autre élément incontournable, comme le rappelle l'article d'Arnaud Nanta centré sur l'organisation de l'archéologie antique en Corée et la mise en place des musées coloniaux par le Japon entre 1902 et 1940. Cette contribution vise à montrer comment l'archéologie fut un des outils mobilisés par le pouvoir colonial dans l'élaboration de l'identité nationale. Il s'agissait en effet tout d'abord d'un travail scientifique visant à mieux connaître les territoires conquis, mais aussi d'un moyen de contrôler le passé, en mettant en place des institutions dont les nationaux furent majoritairement écartés. Ces recherches connurent plusieurs phases, passant d'une dimension philologique et d'étude du patrimoine architectural par des archéologues japonais indépendants (au tout début du ^{xx}^e siècle), à la mise en place d'institutions de recherche locales, dont le musée du Gouvernement général en 1915 et la Commission d'étude des vestiges antiques de Corée en 1916. Cela s'accompagna de l'instauration d'un dispositif législatif concernant les vestiges archéologiques qui, fait notable, précéda dans ce domaine celui mis en place en métropole. Il n'en reste pas moins que la faiblesse des budgets et le pillage des sites rendirent difficile l'application de cette politique de préservation. La contribution la plus notable de ces recherches archéologiques en Corée coloniale fut finalement la production d'importantes publications qui visaient à réécrire le passé en insistant sur la continuité de l'histoire de la Corée au sein d'un récit national. Cette interprétation des origines de la civilisation coréenne, qui ne parvint pas à se départir des paradigmes du ^{xix}^e siècle, fut néanmoins remise en cause après la guerre, aussi bien en Corée qu'au Japon.

Dans un contexte différent, l'usage politique du patrimoine artistique en Indochine française dans un but de « diplomatie culturelle » est un cas également intéressant. L'article de Fujihara Sadao, auteur d'une importante étude sur l'histoire de l'École française d'Extrême-Orient au Cambodge à l'époque coloniale (Fujihara 2008), se penche sur un fait apparemment mineur, mais révélateur du rapport du pouvoir colonial au patrimoine. Il s'agit de l'échange, mené en pleine guerre, entre 1941 et 1944, entre la France et le Japon, d'une collection d'objets d'art khmers, contre un ensemble d'objets japonais anciens, dans l'idée de mettre en avant la

mission de valorisation patrimoniale menée par le colonisateur français au Cambodge. Il est à noter que le Japon chercha lui aussi, à la même époque, dans le cadre de sa politique de constitution d'une « sphère de coprosperité » en Asie orientale, au fur et à mesure de l'avancée de son armée, à se présenter en protecteur du site d'Angkor Vat, joyau du patrimoine culturel est-asiatique.

Le cas de Taiwan est également éclairant sur la manière dont le patrimoine artistique a été utilisé par un gouvernement dans un but de légitimation politique et identitaire, mais aussi de propagande vis-à-vis de l'étranger. Chan Tsai-yun, auteur d'une thèse sur le sujet (Chan 2012) et chercheuse au musée des Beaux-Arts de Taipei, évoque cette question en se focalisant sur l'exposition des « Trésors d'art chinois » provenant des collections du musée du Palais de Pékin, acheminées à Taiwan en 1949 suite aux révolutions et aux guerres qui secouèrent la Chine dans la première moitié du ^{xx}^e siècle. Cette exposition itinérante fut organisée par le nouveau pouvoir Nationaliste aux États-Unis en 1961-1962, au terme de dix ans de négociations et dans un contexte de grandes tensions avec Pékin. Au niveau national, ces collections artistiques, qui sont majoritairement issues du legs impérial, ont été utilisées pour contribuer à forger une identité culturelle commune à la population chinoise hétérogène de Taiwan et écrire un nouveau récit historique de l'île. Sur le plan international, elles ont servi d'outil diplomatique pour positionner le gouvernement Nationaliste comme le légitime héritier du pouvoir chinois, dans une période de crise internationale marquée par la guerre froide.

L'un des objectifs de cette exposition itinérante, non évoqué directement dans cet article, était dans le contexte postcolonial, de « montrer aux Américains que la culture chinoise, et non celle du Japon, est la source de la culture orientale » (Ienaga 2007 : 103), comme le déclara Jian Fucong, le futur directeur du musée créé à Taipei en 1965. Par ailleurs, suite à la présentation aux États-Unis, le Japon tenta en vain de négocier par des canaux officiels la venue de cette exposition à Tokyo. En 1965, le Japon fit cette fois la proposition par voie officielle d'accueillir une exposition, mais il ne put accepter l'une des conditions imposées par Taiwan, à savoir une déclaration gouvernementale indiquant que les œuvres du musée du Palais de Taipei envoyées au Japon étaient toutes des « biens d'État de la République de Chine » (Ienaga 2007 : 104). Il se vit donc opposer un nouveau refus de Taiwan, qui entendait utiliser cette collection dans le but de promouvoir

sa reconnaissance au plan international. Cette question de la légitimité des collections taiwanaises reste toujours très sensible, comme en témoigne la récente polémique qui fit suite à une erreur commise dans le nom du musée national du Palais de Taipei lors de la toute première exposition enfin organisée au Japon en 2014⁵. La mention du mot « national » avait été omise sur certains supports médiatiques, suscitant les foudres du gouvernement taiwanais qui y vit un déni de son statut d'État indépendant et menaça d'annuler l'événement quelques jours avant son inauguration...

Un autre volet de ce numéro spécial porte sur la dimension folklorique du patrimoine en Asie orientale, à travers une série de trois articles qui abordent la question selon des angles et des contextes différents : la récolte et l'étude des objets folkloriques avant-guerre au Japon, la pratique d'un rite agraire dans un « paysage culturel » japonais et une forme de théâtre rituel provincial du sud-ouest de la Chine. Dans les deux derniers cas sont analysées les interactions entre le niveau local et le niveau international dans la reconnaissance patrimoniale, ainsi que ses conséquences touristiques.

Damien Kunik tente un audacieux et fécond rapprochement entre les deux figures pionnières et singulières de l'ethnographie de la culture matérielle au xx^e siècle que furent André Leroi-Gourhan et Shibusawa Keizō. S'ils ne se rencontrèrent jamais, la confrontation de leur parcours et de leur méthode sur le terrain japonais à partir des années 1930 est riche d'enseignements. Leur approche se caractérise par un nombre surprenant de points communs : intérêt pour la culture matérielle, l'iconographie, le rapport humain/animal et un souci de constituer des collections grâce à un réseau et en partie à l'écart du milieu académique, en vue d'une future valorisation muséale. C'est surtout l'originalité de leur regard sur l'objet, porté chez l'un sur les formes et les techniques et chez l'autre sur l'« ethnologie des moyens de production » qui font que leur exemple garde un intérêt aujourd'hui, au moment où l'on s'interroge sur la nature et le rôle des musées d'ethnographie.

Les pratiques agraires, comme la riziculture au Japon, sont naturellement de forts vecteurs identitaires et véhiculent des représentations très

5. Voir le catalogue *Treasured Masterpieces from the National Palace Museum, Taipei / Taipei kokuritsu kokyū hakubutsuin shinpīn shihō* 台北國立故宮博物院 神品至寶), Tōkyō kokuritsu hakubutsukan, Kyūshū kokuritsu hakubutsukan, 2014.

ancrées dans l'imaginaire collectif, même si elles ne correspondent socialement et économiquement qu'à une réalité de plus en plus ténue. L'analyse que propose l'ethnologue Kikuchi Akira nous montre d'abord comment l'émergence relativement tardive de la notion de « paysage culturel » dans les catégories du Patrimoine mondial de l'Unesco a permis au Japon – et à sa population désormais ultra-urbaine –, au tout début du ^{xxi}^e siècle, de s'inscrire dans ce nouveau champ et finalement de redécouvrir une réalité agraire – celle des rizières en terrasses – au moment où celle-ci finissait par disparaître. Ce paysage agraire désormais valorisé par le tourisme devint une vitrine – pratiquement détachée de la production – et un moyen de défense de l'agriculture japonaise et de ses particularismes contre la mondialisation, mais selon une vision très éloignée des réalités et des besoins locaux. Kikuchi analyse ensuite en détail le processus de sélection et l'évolution, à cause du tourisme, d'un rituel agraire archaïque qui a été classé au Patrimoine culturel immatériel par l'Unesco en 2009 au terme d'une initiative locale de reconnaissance menée pendant une trentaine d'années. Ou comment un rituel local ressuscité et revisité pour les besoins de la cause devient un produit commercial d'appel et change d'échelle, pour passer du niveau familial au niveau collectif d'un village et voir ses modalités se moderniser. Le constat final, le plus intéressant sans doute et le plus inquiétant aussi, est le caractère symptomatique de cette fièvre que connaît actuellement le Japon pour l'inscription au Patrimoine mondial, qui joue le rôle d'un « label » universel auquel les intéressés délèguent leur jugement sur la valeur de leur propre culture.

Le cas chinois étudié par l'ethnologue Sylvie Beaud, sujet de sa thèse consacrée au théâtre de Guan Suo (Beaud 2012), n'est pas très éloigné de cette problématique. Il s'agit de voir comment une forme théâtrale locale ancienne, qui était à l'origine un rite à caractère religieux (interdit pour cette raison pendant la Révolution culturelle), est devenue dans la seconde moitié des années 2000, grâce à un film du célèbre réalisateur Zhang Yimou, un objet patrimonial et touristique qui a conduit à son inscription comme « bien culturel immatériel national ». L'utilisation par le cinéaste d'un site classé au Patrimoine mondial de l'Unesco comme lieu de tournage – au mépris de l'authenticité historique – a contribué à cette reconnaissance au niveau local, puis national, par un phénomène de réappropriation identitaire. Se pose néanmoins en marge – comme en atteste un procès fait au réalisateur par des acteurs locaux qui se sont sentis dépossédés de leur droit

à l'image – la question essentielle de la protection juridique du patrimoine culturel immatériel en Chine, avec en arrière-plan des enjeux économiques liés au tourisme.

L'ensemble des contributions de ce numéro, sans prétendre fournir une vision globale des questions liées au patrimoine et à l'identité en Asie orientale, tente d'apporter de nouveaux éléments au débat sur les rapports complexes entre les particularités locales et l'universel dans le phénomène de patrimonialisation croissante que l'on observe dans cette région du monde depuis plus d'un siècle.

Christophe MARQUET
Directeur de la publication
Tokyo, 9 septembre 2015

Bibliographie

AIKAWA-FAURE Noriko,

CHEN Feilong,

KHAZNADAR Chérif et al. 2009

Le Patrimoine culturel immatériel à la lumière de l'Extrême-Orient, Paris, Maison des cultures du monde / Babel, « Internationale de l'imaginaire. Nouvelle série » 24.

ARAI Shin.ichi 荒井信一 2012

Koroniarizumu to bunkazai. Kindai Nihon to Chōsen kara kangaeru コロニアリズムと文化財—近代日本と朝鮮から考える (Colonialisme et biens culturels. Réflexions à partir du cas du Japon moderne et de la Corée), Tokyo, Iwanami shoten 岩波書店, coll. « Iwanami shinsho ».

BAPTANDIER Brigitte &

TRÉMON Anne-Christine (dir.) 2012

Dossier « Chines. L'État au musée », *Gradhiva*, 16 : 5-191.

BEAUD Sylvie 2012

Masques en parade. Étude d'une identité Han à la jonction du politique et du rituel : l'exemple du Théâtre de Guan Suo (Yunnan, Chine), thèse de doctorat d'ethnologie, université de Paris Ouest Nanterre-La Défense.

BEYHNUM Nabil,

DAVID Jean-Claude, LOMBARD Pierre &

LONGUENESSE Elisabeth 1998

« Patrimoine, Identité, Enjeux Politiques », *Cahiers de Recherche Monde*

arabe contemporain, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, GREMMO, 6.

http://www.gremmo.mom.fr/cahie_gremmo/cahiers/cahiers06.pdf

BOURDIER Marc 1993

« Le mythe et l'industrie ou la protection du patrimoine culturel au Japon », *Genèses* « Patrie, patrimoine », 11 : 82-110.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1993_num_11_1_1172

CATTEDRA Raffaele,

GARRET Pascal, MILLER Catherine &

VOLAIT Mercedes (dir.) 2010

Patrimoines en situation. Constructions et usages en différents contextes urbains. Exemples marocains, libanais, égyptien et suisse, Beyrouth/Rabat, Presses de l'IFPO, Centre Jacques-Berque, Institut français du Proche-Orient.

<http://books.openedition.org/ifpo/864>

CHAN Tsai-yun 2012

Le Musée du Palais (Gugong) : mémoire collective et patrimoine partagé au sein du monde chinois, thèse de doctorat, Institut d'Études Politiques de Paris.

DEMOULE Jean-Paul &

SOUYRI Pierre-François (dir.) 2008

Archéologie et patrimoine au Japon, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, édité avec le soutien de la Maison franco-japonaise.

FIÉVÉ Nicolas 1999

« Architecture et patrimoine au Japon : les mots du monument historique »,

L'abus monumental ? Actes des Entretiens du Patrimoine, Fayard, 4 : 323-345.

FRESNAIS Jocelyne 2001

La protection du patrimoine en République populaire de Chine 1949-1999, Paris, Éditions du C.T.H.S.

FUJIHARA Sadao 藤原貞朗 2008

Orientalisuto no yūtsu. Shokuminchi shugi jidai no Furansu tōyō gakusha to Ankōru iseki no kōkōgaku
オリエンタリストの憂鬱—植民地主義時代のフランス東洋学者とアンコール遺跡の考古学 (La mélancolie des orientalistes. Orientalistes français et recherches archéologiques à l'époque coloniale à Angkor), Tōkyō, Mekon めこん.

IENAGA Masaki 家永真幸 2007

« Kōkyū hakubutsuin o meguru sengo no ryōgan tairitsu (1949-1966) »
故宮博物院をめぐる戦後の兩岸対立 (1949-1966) (L'opposition entre les deux rives du détroit de Taiwan, après la guerre, à propos du musée du Palais, 1949-1966), *Nihon Taiwan gakkai hō* 日本台湾学会報, 9 : 93-114. http://jats.gr.jp/journal/pdf/gakkaiho009_06.PDF

INADA Takashi 稲田孝司 2008

« Lois, administrations et mouvements pour la protection des sites archéologiques au Japon », in Jean-Paul Demoule & Pierre-François Souyri (dir.) 2008, *Archéologie et Patrimoine au Japon*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme : 119-132.

INADA Takashi 2014

Nihon to Furansu no iseki hogo. Kōkōgaku

to hō, gyōsei, shimin undō 日本とフランスの遺跡保護—考古学と法・行政・市民運動 (La protection des sites archéologiques au Japon et en France. L'archéologie, les lois, les administrations et la mobilisation citoyenne), Tokyo, Iwanami shoten 岩波書店.

ITŌ Takashi 伊藤孝 2000

Nihon no kindai-ka isan. Atarashii bunkazai to chiiki no kassei-ka 日本の近代化遺産—新しい文化財と地域の活性化 (Le patrimoine de la modernisation du Japon. Nouveaux biens culturels et revitalisation régionale), Tokyo, Iwanami shoten 岩波書店, coll. « Iwanami shinsho ».

MARQUET Christophe 2002

« Le Japon moderne face à son patrimoine artistique », *Cipango. Cahiers d'études japonaises*, hors série
« Mutations de la conscience dans le Japon moderne » : 243-304.

MARQUET Christophe 2008

« Sur la notion de patrimoine archéologique et artistique à l'aube du Japon moderne », in Jean-Paul Demoule & Pierre-François Souyri (dir.) 2008, *Archéologie et Patrimoine au Japon*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme : 107-117.

PAI Hyung Il 2014

Heritage Management in Korea and Japan: The Politics of Antiquity and Identity, Seattle (Wash.), London, University of Washington Press, Korean Studies of the Henry M. Jackson School of International Studies.

POTTIER Christophe 1995

« Notes sur la protection patrimoniale au Japon », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, 82 : 339-351.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/befeo_0336-1519_1995_num_82_1_2890

ZHANG Liang 2003

La naissance du concept de patrimoine en Chine (xix^e - xix^e siècles), Paris, Ipraus/Éditions Recherches, coll. « Archithèses ».